**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

24 JUNI 1994

PROJET DE LOI

**visant le contrôle des communications
officielles des autorités publiques**

PROJET AMENDE PAR LE SENAT

Article 1^{er}

§ 1^{er}. 1° L'article 4, § 3, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et la comptabilité ouverte des partis politiques, inséré par la loi du 18 juin 1993 et modifié par la loi du 19 mai 1994, est abrogé;

Voir :

Documents de la Chambre :

- 1384 - 93 / 94 :

- N° 1 : Proposition de loi de MM. Cauwenberghs, Michel, M. Harmegnies, L. Peeters et Ph. Charlier.
- N° 2 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 3 à 5 : Amendements.
- N° 6 : Rapport.
- N° 7 : Texte adopté par la commission.
- N° 8 : Amendements.
- N° 9 : Articles modifiés en séance plénière.

Annales de la Chambre :

8 et 9 juin 1994.

Documents du Sénat :

1124 (1993-1994) :

- N° 1 : Projet transmis par la Chambre.
- N° 2 : Rapport.
- N° 3 : Amendements.

Annales du Sénat :

23 juin 1994.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

24 JUNI 1994

WETSONTWERP

**betreffende het toezicht op de officiële
mededelingen van de overheid**

ONTWERP GEWIJZIGD DOOR DE SENAAT

Artikel 1

§ 1. 1° Artikel 4, § 3, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, ingevoegd bij de wet van 18 juni 1993 en gewijzigd bij de wet van 19 mei 1994, wordt opgeheven;

Zie :

Stukken van de Kamer :

- 1384 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsvoorstel van de heren Cauwenberghs, Michel, M. Harmegnies, L. Peeters en Ph. Charlier.
- N° 2 : Advies van de Raad van State.
- N° 3 tot 5 : Amendementen.
- N° 6 : Verslag.
- N° 7 : Tekst aangenomen door de commissie.
- N° 8 : Amendementen.
- N° 9 : Artikelen gewijzigd in plenaire vergadering.

Handelingen van de Kamer :

8 en 9 juni 1994.

Stukken van de Senaat :

1124 (1993-1994) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer.
- N° 2 : Verslag.
- N° 3 : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

23 juni 1994.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

2° Dans l'article 4, § 4 de la même loi du 4 juillet 1989, les mots « des §§ 1^{er} et 3 » sont remplacés par les mots « du § 1^{er} ».

§ 2. L'article 4, § 3, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques est applicable dans le cadre des dépenses de propagande électorale engagées pour les élections des Conseils visés à l'article 1^{er}, 1^o. »

§ 3. L'article 4, § 3, de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen est remplacé par la disposition suivante :

§ 3. L'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques est applicable dans le cadre des dépenses de propagande électorale engagées pour l'élection du Parlement européen. »

§ 4. L'article 6, § 3, de la loi du ... relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 est applicable dans le cadre des dépenses de propagande électorale engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale. »

Art. 2

Un article 4bis, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques :

« Art. 4bis. — § 1^{er}. La Commission de contrôle est tenue de contrôler toutes les communications et campagnes d'information, quel que soit le support médiatique, du Gouvernement fédéral ou d'un ou de plusieurs de ses membres, des Gouvernements de communauté ou de région ou d'un ou de plusieurs de leurs membres, des collèges visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou d'un ou de plusieurs de leurs membres, d'un ou plusieurs secrétaires d'Etat régionaux visés à l'article 41 de la même loi spéciale, des

2° In artikel 4, § 4, van dezelfde wet van 4 juli 1989 worden de woorden « van de §§ 1 en 3 » vervangen door de woorden « van § 1 ».

§ 2. Artikel 4, § 3, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen is van toepassing voor de uitgaven voor verkiezingspropaganda voor de verkiezing van de in artikel 1, 1^o, bedoelde raden. »

« § 3. Artikel 4, § 3, van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen is van toepassing voor de uitgaven voor verkiezingspropaganda voor de verkiezing van het Europees Parlement. »

§ 4. Artikel 6, § 3, van de wet van ... betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 is van toepassing voor de uitgaven voor verkiezingspropaganda voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 2

In de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4bis. — § 1. De Controlecommissie wordt belast met de toetsing, ongeacht het gebruikte mediakanaal, van alle voor het publiek bestemde mededelingen en voorlichtingscampagnes van de federale Regering of een of meer van haar leden, van de Gemeenschaps- of Gewestregeringen of een of meer van hun leden, van de colleges bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen of een of meer van hun leden, van een of meer gewestelijke staatssecretarissen bedoeld in artikel 41 van dezelfde bij-

présidents des Chambres fédérales, des présidents des Conseils de communauté ou de région ainsi que des présidents de l'assemblée réunie et des groupes linguistiques visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

§ 2. Le Gouvernement fédéral ou un ou plusieurs de ses membres, les Gouvernements de communauté ou de région ou un ou plusieurs de leurs membres, les collèges visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou un ou plusieurs de leurs membres, un ou plusieurs secrétaires d'Etat régionaux visés à l'article 41 de la même loi spéciale, les présidents des Chambres fédérales, les présidents des Conseils de communauté ou de région ainsi que les présidents de l'assemblée réunie et des groupes linguistiques visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises qui souhaitent lancer une communication ou une campagne d'information visée au § 1^{er} doivent déposer, préalablement à la diffusion, une note de synthèse auprès la Commission de contrôle.

Cette note reprend le contenu et les motifs de la communication ou de la campagne d'information, les moyens utilisés, le coût total et les firmes consultées.

Dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la note de synthèse, la Commission de contrôle rend un avis non contraignant.

L'avis est négatif dans le cas où la communication ou la campagne vise, en tout ou en partie, la promotion de l'image personnelle d'un ou de plusieurs membres des institutions reprises au § 1^{er} ou de l'image d'un parti politique.

Dans le cas où la Commission n'a pas rendu son avis dans le délai de quinze jours, l'avis est réputé être positif.

§ 3. Dans les quinze jours qui suivent la parution ou la diffusion de la communication ou de la campagne d'information, à la demande d'un tiers des membres de chacun des groupes linguistiques, la Commission de contrôle se saisit du dossier pour lequel un avis négatif a été rendu.

La Commission est également saisie selon la même procédure dans le cas où le contenu de la communication ou de la campagne d'information, exposé dans la note de synthèse, a été modifié.

§ 4. Dans le cas où la communication ou la campagne d'information vise à promouvoir l'image personnelle d'un ou de plusieurs membres du Gouvernement fédéral, d'un ou de plusieurs membres des Gouvernements de communauté ou de région, d'un ou de plusieurs membres des collèges visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, d'un ou plusieurs secrétaires d'Etat régionaux visés à l'article 41 de la

zondere wet, van de voorzitters van de federale Kamers, van de voorzitters van de Gemeenschaps- of Gewestraden en van de voorzitters van de verenigde vergadering en van de taalgroepen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, waartoe deze niet op grond van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling verplicht zijn en die direct of indirect met overheidsgeld worden gefinancierd.

§ 2. De federale Regering of een of meer van haar leden, de Gemeenschaps- of Gewestregeringen of een of meer van hun leden, de colleges bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen of een of meer van hun leden, de voorzitters van de federale Kamers, een of meer gewestelijke staatssecretarissen bedoeld in artikel 41 van dezelfde bijzondere wet, de voorzitters van de Gemeenschaps- of Gewestraden en de voorzitters van de verenigde vergadering en van de taalgroepen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen die een mededeling of een voorlichtingscampagne als bedoeld in § 1 wensen te verspreiden dan wel te voeren, moeten vooraf een synthesesnota bij de Controlecommissie indienen.

In die nota worden de inhoud, de redenen, de gebruikte middelen, de totale kostprijs en de voor de mededeling of de voorlichtingscampagne geraadpleegde firma's vermeld.

Uiterlijk vijftien dagen na de indiening van de synthesesnota brengt de Controlecommissie een niet bindend advies uit.

Het advies is ongunstig als de mededeling of de campagne er geheel of ten dele toe strekt het persoonlijke imago van een of meer leden van de in § 1 bedoelde instellingen of het imago van een politieke partij te verbeteren.

Spreekt de Commissie zich niet uit binnen de voorgeschreven termijn van vijftien dagen, dan wordt zij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

§ 3. Binnen vijftien dagen na het verschijnen of het verspreiden van de mededeling of de voorlichtingscampagne neemt de Controlecommissie, op verzoek van een derde van de leden van elke taalgroep, het dossier waarover zij een ongunstig advies heeft uitgebracht, in behandeling.

De Controlecommissie is eveneens en volgens dezelfde procedure gevat als de inhoud van de mededeling of van de voorlichtingscampagne werd gewijzigd ten opzichte van wat in de synthesesnota was vermeld.

§ 4. Als de mededeling of de voorlichtingscampagne ertoe strekt het persoonlijke imago te verbeteren van een of meer leden van de federale Regering, van een of meer leden van de Gemeenschaps- of Gewestregeringen, van een of meer leden van de colleges bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, van een of meer gewestelijke staatssecretarissen bedoeld in artikel 41 van dezelfde bijzondere wet,

même loi spéciale, des présidents des Chambres fédérales, des présidents des Conseils de communauté ou de région ou des présidents de l'assemblée réunie et des groupes linguistiques visés à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ou l'image d'un parti politique, la Commission impute les frais de cette communication ou campagne sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent.

Dans le cas où l'avis de la Commission de contrôle tel que prévu par le présent article n'aura pas été demandé, le coût de la communication ou de la campagne est de plein droit imputé sur les dépenses électorales des intéressés lors des prochaines élections auxquelles ils se présentent. Pour ce faire, la commission de contrôle se saisit d'office.

La décision motivée de la Commission est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

La décision de la Commission de contrôle est prise à la majorité simple dans chaque groupe linguistique.

Cette décision est communiquée aux intéressés dans les sept jours qui suivent.

Elle est publiée au *Moniteur belge*. »

Art. 3

L'article 1^{er} de la loi du 18 février 1977 portant certaines dispositions relatives au service de la radiodiffusion et de la télévision est complété par un § 4 libellé comme suit :

« § 4. Dans les deux mois précédant des élections, les communications gouvernementales sont interdites, à moins qu'elles ne soient motivées par l'urgence. Dans ce cas, ni le nom ni l'image du ou des ministres ne peuvent accompagner le message, qui doit être strictement informatif. »

Bruxelles, le 23 juin 1994.

Le Président du Sénat,

F. SWAELEN

Les Secrétaires, | *De Secretarissen,*

M. TYBERGHIEN-VANDEBUSSCHE
N. PECRIAUX

van de voorzitters van de federale Kamers, van de voorzitters van de Gemeenschaps- of Gewestraden of van de voorzitters van de verenigde vergadering en van de taalgroepen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen of het imago van een politieke partij, rekent de Commissie de kosten van die mededeling of campagne aan op de uitgaven van de betrokkenen voor de eerstvolgende verkiezingen waaraan zij deelnemen.

Ingeval het in dit artikel bedoelde advies van de Controlecommissie niet is gevraagd, wordt de kostprijs van de mededeling of van de campagne van rechtswege aangerekend op de uitgaven van de betrokkenen voor de eerstvolgende verkiezingen waaraan zij deelnemen. Daartoe neemt de Controlecommissie de zaak ambtshalve in behandeling.

De Commissie moet uiterlijk een maand nadat de zaak bij haar aanhangig is gemaakt, een met redenen omklede beslissing nemen, met inachtneming van de rechten van de verdediging.

De Controlecommissie beslist bij gewone meerderheid van stemmen in elke taalgroep.

De beslissing wordt binnen zeven dagen ter kennis gebracht van de betrokkenen.

Ze wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 3

Artikel 1 van de wet van 18 februari 1977 houdende bepalingen betreffende de openbare radio- en televisiedienst wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Regeringsmededelingen zijn verboden tijdens de twee maanden die aan verkiezingen voorafgaan, behoudens voor dringende gevallen. In laatstgenoemde gevallen mogen de mededelingen noch de naam, noch de beeltenis van de minister(s) bevatten. Ze behoren louter informatief te zijn. »

Brussel, 23 juni 1994.

De Voorzitter van de Senaat,